

CENS du 19 octobre

Début de séance 9 h

Présents : Imane Boucenna, Gérard Rousset, Cécile Roucelle, Charlotte Py, Eric Herbert, Christian Ricolleau, Benjamin Thiria, Laurent Menard, Alessandra Tonazzo, Christophe Mora, Adrian Daerr, Florent Carn.

Eric Herbert & Benjamin Thiria : présentation de l'historique du budget des formations IPE et TPE (cf. document joint). Ils indiquent avoir géré cette année (fev/mars 2018) le désengagement soudain de Bouygues. Ils anticipent aussi un possible futur désengagement de leur second mécène historique : EDF. La perte totale serait de 100 keuros. Ces 2 entreprises réorientent leur partenariat de formation vers d'autres filières moins transversales (i.e. spécifiquement nucléaire pour EDF). E.Herbert et B.Thiria cherchent d'autres partenaires intéressés par l'approche interdisciplinaire de leurs formations mais cela prend du temps. Cette situation a posé un problème de soutenabilité immédiat car l'autre financeur de ces formations (le CFA) n'annonce le montant de son soutien qu'en fin d'année (oct/nov). Il s'avère que, cette année, le soutien CFA s'élève, à 100 keuros et assure, avec le soutien d'EDF (50 keuros), la soutenabilité de la formation.

Ils posent *in fine* à l'UFR la question suivante : comment gère-t-on financièrement une formation soutenable sur le long terme, mais dont le principal financeur (CFA pour le moment) n'annonce le montant de son soutien qu'en fin d'année avec des fluctuations (de 3 à 6 keuros/apprenti) d'une année sur l'autre ? Quelles solutions techniques peut-on trouver à l'échelle de l'UFR et/ou de l'université sachant que d'autres universités semblent gérer ces situations ?

Sur ces questions, les membres du CENS ont reconnu que, comme toutes formations, les licences professionnelles doivent être soutenables à moyen et long termes. Toutefois, compte tenu de la variabilité des sources de financement externes auxquelles peuvent prétendre ces formations et du calendrier des versements souvent inadapté au calendrier universitaire, il est important que l'UFR joue un rôle de soutien financier. En pratique, l'idée est que ces formations puissent mettre en place en début d'année universitaire un budget moyen estimé à partir des ressources obtenues au cours des années précédentes. Comme ce financement est prévisionnel, il est donc nécessaire que l'UFR avance ce budget sur ses fonds propres, la régularisation se faisant au fur et à mesure des versements reçus par la formation professionnelle.

Christian Ricolleau : LPRo Anamat existe depuis 2006, 30 étudiants/an durant la période de partenariat avec l'ETSL, plutôt entre 8 et 12 depuis la rupture de ce partenariat, 2 entrants cette année (en réalité des redoublants) pour une raison inconnue (pas de visibilité sur le web notamment de l'UFR). Cette Licence ne bénéficie pas de mécénat et nécessite 15 keuros d'heures complémentaires payées par l'apprentissage pour un budget total moyen de 40 k€/an (fluctuant en fonction de la contribution libre des entreprises d'accueil des apprentis). Tous les étudiants inscrits sont forcément des apprentis en contrat d'alternance avec une entreprise. Depuis plusieurs années, il a développé un partenariat avec la licence Pro de chimie analytique (LiPAC) de l'UFR de chimie en mutualisant certaines UE (mathématiques, physique du solide, introduction aux matériaux métalliques, diffraction, microscopie électronique). Cette année, compte tenu du faible nombre d'inscrits, il a mis en place une formation quasi commune sur 2 périodes d'apprentissage, la 3^{ème} étant spécifique aux deux formations. Il lui semble donc pédagogiquement pertinent d'aller plus loin dans l'intégration avec cette licence pro et il va organiser une réunion avec les chimistes pour avancer sur ce point. La LPRo Anamat peut être une

suite pour les étudiants de l'IUT de « Mesures physiques » de Paris Diderot mais pour le moment aucun n'est venu. Ils préfèrent bien souvent les écoles d'ingénieur.

C. Ricolleau fait état de son découragement car il trouve que très peu de collègues de l'UFR sont motivés pour s'investir dans sa formation et les formations pro en général. Il pose la question de la suppression de la L3Pro Anamat ainsi, que la question de la, nécessaire, revalorisation des formations pro ou plus appliquées auprès des collègues en considérant que notre bassin d'étudiant se destine principalement à d'autres voies que la physique fondamentale.

Imane Boucenna fait état de la discussion entre l'UFR de physique et l'UFR Biomédical (P5) sur la création d'une licence Pro à l'interface Physique/Médecine. Il a été décidé de constituer un groupe de travail sur ce sujet. Les noms de Darine Abi Hasard, Adrian Daerr, Sophie Bernard, Nicolas Giraud, Claire Mangeney et Iliana Perreti (medecin ayant eue une formation de physique) ont été évoqués bien que ces personnes ne soient pas toutes encore prévenues. La licence pro pourrait couvrir les thématiques de l'imagerie, du séquençage, de l'impression 3D pour la médecine, de la métabolomique,... Il est proposé de créer une décharge associée au montage de cette filière une fois que les travaux préliminaires sur le contour de la LPro auront été menés. Le CENS devra être associé aux différentes étapes menant (ou pas) à la création de cette nouvelle formation.

Gerard Rousset et Florent Carn présentent respectivement les formations de M2Pro « Outils et Systèmes de l'Astrophysique et de l'Espace » et « Fluides Complexes et Milieux Divisés ». Ces formations anciennes (~15 et ~20 ans d'existence) recrutent des étudiants sans contrats d'alternance et ne collectent pas de taxes d'apprentissage. F. Carn souligne l'importance d'avoir des formations « Pro » sans contrats d'alternance car l'obtention de contrats d'alternance avant la rentrée est souvent très difficile pour des étudiants de niveau moyen et sans « réseau » bien qu'ils soient méritants. E. Herbert et C. Ricolleau font le même constat et indique qu'ils accueillent aussi des étudiants sans contrats lorsqu'ils ont fait des efforts pour en trouver. Les dépenses associées à ces Masters pro et à la charge de l'UFR sont limitées en raison d'une forte mutualisation (P6, P7, P11, PSL, Observatoire) et de faibles couts de « fonctionnement » (20 HC pour Fluides Complexes, 24 h d'anglais mutualisé entre M2 P7, paiement TOEIC (60 euros/étudiant) pour Fluides Complexes). Les formations offrent de bons débouchés en stage et post master (notamment en thèse de Physique Appliquée sur financement CIFRE/ANRT) du fait de solides contacts avec le monde industriel et d'une bonne reconnaissance.

Le CENS conclue sur l'importance de soutenir plus encore les formations pro à l'échelle de l'UFR, car elles représentent une voie d'insertion importante pour nos étudiants. La direction de l'UFR doit être mandatée pour discuter avec l'administration centrale de l'efficacité de traitement concernant notamment les budgets des formations pros ainsi que la gestion des ressources humaines qui leur sont associées. Dans la mesure où ce mandat ne pourrait être délivré, la question du maintien de la position des formations professionnelles au sein de l'UFR dans la nouvelle maquette ainsi que des filières associées (phytech) serait posée.

Fin de séance à 12h.